

**TRAVAUX D'IMPRESION POUR LES EDITIONS DE L'EHESS**

**Date limite de réception des offres : Vendredi 24 janvier 2025 à 12h**

**Cahier des Clauses Administratives Particulières**

**AO 2024-10**

Procédure d'appel d'offres régie par les articles L.2124-1, R2124-1, R2124-2, R2161-1 à R2161-11 du Code de la commande publique.

**Pouvoir Adjudicateur :**

*Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales  
Représentée par son Président, Romain Huret*

## Table des matières

<b>TRAVAUX D'IMPRESION POUR LES EDITIONS DE L'EHESS .....</b>	<b>1</b>
<b>I. OBJET DU MARCHÉ PUBLIC – DISPOSITION GÉNÉRALES.....</b>	<b>3</b>
<b>A. OBJET</b>	<b>3</b>
<b>B. FORME JURIDIQUE ET DURÉE</b>	<b>3</b>
<b>C. ALLOTISSEMENT</b>	<b>4</b>
<b>II. DOCUMENTS CONTRACTUELS.....</b>	<b>4</b>
<b>III. MODE D'EXECUTION.....</b>	<b>4</b>
<b>IV. REGLEMENT DES PRIX.....</b>	<b>5</b>
<b>A. GÉNÉRALITÉ</b>	<b>5</b>
<b>B. MODALITÉ DES PRIX</b>	<b>5</b>
B.1) Forme des prix.....	5
Variation des prix : .....	5
<b>C. MODALITÉ DE REGLEMENT</b>	<b>6</b>
<b>D. REGLEMENT ET DELAI GLOBAL DE PAIEMENT</b>	<b>7</b>
<b>E. INTERETS MORATOIRES</b>	<b>7</b>
<b>V. DELAIS - OPERATION DE VERIFICATIONS – DECISIONS APRES VERIFICATIONS</b>	<b>7</b>
<b>A. DELAIS</b>	<b>7</b>
<b>B. OPERATION DE VERIFICATION ET RECEPTION DES PRESTATION</b>	<b>7</b>
<b>VI. PENALITES.....</b>	<b>8</b>
<b>VII. EXECUTION DE PRESTATIONS PAR UN TIERS, AUX FRAIS ET RISQUES DU</b>	
<b>TITULAIRE DÉFAILLANT .....</b>	<b>8</b>
<b>VIII. RESILIATION DU MARCHÉ.....</b>	<b>9</b>
<b>IX. ASSURANCES .....</b>	<b>9</b>
<b>X. DIFFÉRENDS ET LITIGES.....</b>	<b>9</b>
<b>A. DIFFERENDS</b>	<b>9</b>
<b>B. LITIGES</b>	<b>9</b>
<b>XI. DÉROGATIONS AU CCAG/FCS.....</b>	<b>9</b>

## **I. OBJET DU MARCHÉ PUBLIC – DISPOSITION GÉNÉRALES**

### **A. OBJET**

Le présent marché a pour objet des travaux d'impression pour les éditions de l'EHESS et pour les revues indiquées ci-dessous :

Revue ARCHIVES DE SCIENCES SOCIALES DES RELIGIONS - Années 2025 à 2028

Revue CAHIERS D'ÉTUDES AFRICAINES - Années 2025 à 2028

Revue CAHIERS DU MONDE RUSSE - Années 2025 à 2028

Revue ÉTUDES RURALES - Années 2025 à 2028

Revue L'HOMME - Années 2025 à 2028

Nom de la revue concernée	Fréquence annuelle	Nombre estimatif d'exemplaires par tirage*
Revue ARCHIVES DE SCIENCES SOCIALES DES RELIGIONS	4 numéros par an	550 exemplaires
Revue CAHIERS D'ÉTUDES AFRICAINES	4 numéros par an	500 exemplaires
Revue CAHIERS DU MONDE RUSSE	4 numéros par an (dont 1 double)	500 exemplaires
Revue ÉTUDES RURALES	2 parutions par an	500 exemplaires
Revue L'HOMME	4 numéros par an	600 exemplaires

\* quantité non contractuelle, susceptible d'évoluer pendant la durée du marché.

S'agissant d'un marché à bons de commande, les quantités indiquées sont estimatives, et ne constituent en aucun cas un engagement de l'EHESS.

### **B. FORME JURIDIQUE ET DURÉE**

La procédure de consultation est la procédure d'appel d'offres, régie par les articles L.2124-1, R2124-1, R2124-2, R2161-1 à R2161-11 du Code de la commande publique.

La présente procédure est un accord-cadre à bons de commande mono attributaire, passé par un pouvoir adjudicateur, en application des articles R 2162-1 à 6 et les articles R 2162-13 à R 2162-14 du Code de la commande publique.

L'émission des bons de commandes s'effectue sans négociation ni remise en concurrence préalable du titulaire.

Suivant l'article R2162-4 l'accord-cadre est conclu avec un montant maximum de 350 000HT en valeur sur toute la durée du présent contrat. Ce montant est donné à titre indicatif et ne correspond pas à un engagement ferme de la part du pouvoir adjudicateur

Le marché est conclu pour une durée d'un an à compter du 1<sup>er</sup> Mars 2025. Il est reconductible tacitement à trois reprises pour une durée de douze mois à chaque fois.

Parution des revues durant les années 2025, 2026, 2027 et 2028.

**En cas de non-reconduction, l'EHESS en informera le titulaire par courrier recommandé au moins deux mois avant la date de fin de marché.**

## **C. ALLOTISSEMENT**

Il n'est pas prévu de décomposition en lots séparés en application des articles L.2113-10 et L.2113-11 du Code de la commande publique, car la dévolution en lots séparés est de nature à restreindre la concurrence ou risque de rendre techniquement difficile ou financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations.

## **II. DOCUMENTS CONTRACTUELS**

Par dérogation à l'article 4 du CCAG/FCS les pièces constitutives des marchés par ordre de priorité décroissante sont les suivantes :

- L'acte d'engagement et ses éventuelles annexes financières dont l'exemplaire original conservé dans les archives du maître de l'ouvrage fait seule foi.
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières dont seul l'exemplaire conservé dans les archives de l'établissement fait foi,
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières dont seul l'exemplaire conservé dans les archives de l'établissement fait foi,
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS) 30 septembre 2021
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché, le cas échéant.
- L'offre technique et financière du titulaire

Toute clause figurant sur la proposition du titulaire (fiche technique ou documentation générale) et contraire aux autres pièces du marché est réputée non écrite.

## **III. MODE D'EXECUTION**

Les commandes sont passées dans les conditions suivantes :

- La personne habilitée à signer les bons de commande est le représentant légal du pouvoir adjudicateur de l'EHESS.
- Le service qui passe la commande est clairement identifié : Service des éditions
- Les bons de commande doivent porter :
  - Le numéro du marché
  - **Le numéro du bon de commande SIFAC**
  - L'adresse de la prestation
  - L'adresse de facturation
  - Désignation et nature de la ou des prestations commandées
  - Le prix unitaire ou forfaitaire HT en €
  - Le montant total HT en €
  - Le montant de la TVA en €, le cas échéant
  - Le montant TTC en €

**Si une commande ne comporte pas ces mentions ou signatures, le titulaire du marché doit la rejeter : la facture relative à cette commande ne sera pas honorée.**

### **Durée d'émission des bons de commande**

Les bons de commande peuvent être émis au titre du marché jusqu'au dernier jour de validité de celui-ci.

## IV. REGLEMENT DES PRIX

### A. GENERALITE

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires, y compris les frais de déplacement, l'outillage matériel et logiciel nécessaire à la réalisation de la mission : PC, logiciels, matériels de test,.. ; la production éventuelle de documentation souhaitée par l'EHESS, etc.

Les prix s'entendent franco de port et d'emballage.

### B. MODALITE DES PRIX

#### B.1) Forme des prix

Les prix unitaires du marché sont révisables annuellement et sont applicables qu'en présence d'un bordereau des prix unitaires, selon les modalités suivantes :

##### Variation des prix :

La première révision ne pourra intervenir **avant la date anniversaire de la notification** de l'accord cadre.

Le titulaire s'engage à transmettre toute **modification tarifaire** dûment justifiée à l'adresse suivante ou par courriel à [marches@ehess.fr](mailto:marches@ehess.fr) :

EHESS  
Direction des Affaires Juridiques et des Achats  
Chargée des Achats  
54 boulevard Raspail  
75006 Paris

Le titulaire transmet le(s) prix révisé(s) dont **il demande l'application au moins 1 mois** avant son application ainsi que le calcul et les indices.

La révision du prix est réputée acceptée qu'après accord du représentant légal du pouvoir adjudicateur (RLPA).

- **Clause butoir** : Les augmentations des tarifs du titulaire sur les prestations objet du marché public (accord-cadre) ne doivent pas être, en moyenne, supérieures à 3 % sur un an par rapport au marché public initial.
- **Clause de sauvegarde** : L'EHESS se réserve le droit de résilier sans indemnité le marché public (accord-cadre) pour sa partie non exécutée à la date d'application du nouveau tarif lorsque l'augmentation de ce tarif est supérieure à 3 % en moyenne pour l'année.

#### Actualisation technique

En cas d'évolution technique des prestations, le titulaire communique au moins 1 mois avant son application, les (s) prestation(s) actualisée(s) en y joignant tous les justificatifs nécessaires soit Par courrier envoyé à :

Direction des Affaires Juridiques et des Achats  
Chargée des Achats  
54 boulevard Raspail  
75006 Paris

Ou par courriel à la DAJA à l'adresse suivante : **marches@ehess.fr**

Il devra recevoir l'accord préalable du Représentant du Pouvoir Adjudicateur de l'EHESS avant toute exécution de ces prestations.

### Remises exceptionnelles et prix promotionnel

Le titulaire s'engage à faire bénéficier au pouvoir adjudicateur des prix promotionnels et remises exceptionnelles qu'il pourrait pratiquer dès lors que ceux-ci auraient pour conséquence une diminution du prix du marché public (accord cadre), afin que l'établissement puisse en bénéficier ipso facto.

Au cas où ces tarifs promotionnels et remises ne seraient pas communiqués au pouvoir adjudicateur en temps voulu, et que ce dernier soit amené à en prendre connaissance, le titulaire est redevable du montant intégral des surcoûts imputables à la non application de ces tarifs promotionnels.

- Le titulaire garantit que les prix n'excèdent pas ceux du tarif qu'il applique à l'ensemble de sa clientèle.
- Le titulaire s'engage à faire bénéficier automatiquement le pouvoir adjudicateur des différentes formules de remises accessibles en fonction des prestations utilisées.
- Les prix de règlement établis dans les conditions fixées ci-dessus n'ont pas à être constatés par avenant.

### B.2) Acomptes

Sans objet

### B.3) Avances

Une avance est accordée au titulaire, lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 €.HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois.

Le montant de l'avance est fixé à 5,00 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché si sa durée est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,00 % d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,00 % du montant initial du marché. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,00 % du montant initial.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

## C. MODALITE DE REGLEMENT

La facturation aura lieu une seule fois par an.

L'EHESS émettant un bon de commande annuellement avant chaque date anniversaire (au plus tard le jour de sa clôture des comptes, en principe décembre) du présent contrat pendant la durée de la prestation.

Afin de faciliter la gestion, un alignement progressif des dates de maintenances des différents équipements sur une seule date anniversaire serait un plus appréciable.

La facture sera libellée à terme échoir au nom de l'EHESS et déposée sur le portail **Chorus Pro**.

Le numéro de SIRET identifiant l'EHESS en tant que destinataire de la facture est le suivant : **19753742600011**. Il n'y a pas de code service.

La facture doit porter les mentions légales suivantes :

- La date,
- Les noms et adresse du titulaire,
- Le numéro de compte bancaire ou poste, tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement,
- **Le numéro du marché,**
- **Le numéro du bon de commande fourni par le Service des éditions ou CSP Pilotage au préalable,**
- La nature des prestations facturées ;
- Le site facturé ;
- La quantité des prestations facturées ;
- Le montant total hors TVA de la facture en €

- Le taux et le montant de la TVA en €,
- le montant de la facture TTC en €,

Si la facture ne contient pas ces mentions et indications, elle pourra faire l'objet d'un rejet.

#### **D. REGLEMENT ET DELAI GLOBAL DE PAIEMENT**

Le mode de règlement est le virement administratif.

Le délai global de paiement sur lequel s'engage l'EHESS est de 30 jours.

Le point de départ du délai global de paiement est la date de réception de la facture si la livraison/prestation a été effectuée avant cette date. Le point de départ du délai global de paiement est la date d'exécution des prestations (constatation de l'exécution conforme de la prestation aux spécifications du marché) lorsqu'elle est postérieure à la date de réception de la demande de paiement.

#### **E. INTERETS MORATOIRES**

Le défaut de paiement dans les délais prévus fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires dans les conditions fixées par les articles R2192-31 et suivants du code de la commande publique.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

### **V. DELAIS - OPERATION DE VERIFICATIONS – DECISIONS APRES VERIFICATONS**

#### **A. DELAIS**

Les délais d'exécution sont ceux sur lesquels le titulaire s'est engagé dans son mémoire technique dans la limite des délais maximum exigés par l'EHESS.

#### **B. OPERATION DE VERIFICATION ET RECEPTION DES PRESTATION**

La vérification d'aptitude intervient après la mise en ordre de marche. Elle a pour objet de constater que les prestations, livrées ou exécutées, présentent les caractéristiques techniques qui les rendent aptes à remplir les fonctions précisées dans les documents particuliers du marché public.

Cette constatation peut aussi résulter de l'exécution, dans les conditions fixées par le marché public, d'un ou de plusieurs programmes ou bancs d'essais.

Le pouvoir adjudicateur arrête sa décision selon les modalités précisées à l'article 22.2 du CCAG/FCS. Si la décision de vérification d'aptitude est positive, la vérification de service régulier débute.

Par dérogation au 22.2.1. Du CCAG/FCS, le délai imparti au pouvoir adjudicateur pour procéder à la vérification d'aptitude et notifier sa décision est de 1 mois à partir de la date de notification de l'écrit par lequel le titulaire avise le pouvoir adjudicateur que les prestations sont prêtes à être vérifiées ou, à défaut, de la date de notification par le titulaire du procès-verbal de mise en ordre de marche au pouvoir adjudicateur.

Si le pouvoir adjudicateur n'est pas en mesure de prendre une décision positive de vérification d'aptitude, il prend une décision d'ajournement ou de rejet, selon les modalités fixées dans le CCAG/FCS.

Par dérogation au 22.2.1 du CCAG/FCS, la décision est prononcée par le représentant de la DGS.

La régularité du service s'observe pendant 1 mois, à partir du jour de la décision positive de vérification d'aptitude prise par le pouvoir adjudicateur.

Le service est réputé régulier si la durée cumulée, sur le mois, des indisponibilités imputables à chaque élément de matériel ne dépasse pas 2 % de la durée d'utilisation effective qui s'étend de 8 heures à 18 heures, du lundi au vendredi, jours fériés exclus.

Par dérogation au 22.2.2 du CCAG/FCS, le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai maximal de 1 mois pour notifier par écrit au titulaire sa décision de vérification de service régulier à compter de la décision de vérification d'aptitude positive.

Si le résultat de la vérification de service régulier est positif, le pouvoir adjudicateur prend une décision de réception des prestations.

Si le pouvoir adjudicateur ne notifie pas sa décision dans le délai de 1 mois le résultat de la vérification de service régulier est considéré comme positif et les prestations sont réputées reçues.

**Par dérogation au 22 et 23 du CCAG/FCS, la décision est prononcée par le représentant de la DGS.**

Par dérogation à l'article 22 et 23 du CCAG/FCS, la décision de réception des prestations est prononcée par le représentant de la DGS, après décision positive des opérations de vérifications de service régulier.

Par dérogation au 22 et 23 du CCAG/FCS, le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai maximal de 15 jours pour notifier par écrit au titulaire sa décision de réception des prestations à compter de la décision de vérification de service régulier positive.

## VI. PENALITES

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, le titulaire subit sur ses créances une pénalité forfaitaire dans les cas suivants :

### Pénalités appliquée(s)

- **En cas de retard** : Une pénalité forfaitaire de **200 € par jour de retard** sera appliquée sans mise en demeure préalable.
- **En cas de livraison de revues, constatées abîmées, défectueuses** : Une pénalité forfaitaire de **600 €** sera appliquée sans mise en demeure préalable.
- **En cas d'un défaut de qualité** (impression, façonnage, etc...) constaté lors de la livraison : Une pénalité allant jusqu'à 20% du montant de la commande pourra être appliquée au regard du ou des défauts constatés.  
En cas de qualité inacceptable, s'appliquera une pénalité de 20% du montant de la commande, en plus du retraitage à la charge du titulaire.
- **En cas de livraison durant des plages horaires autres que celles indiquées par l'EHESS** (y compris le même jour), une pénalité forfaitaire de **200 €** sera appliquée sans mise en demeure préalable.

## VII. EXECUTION DE PRESTATIONS PAR UN TIERS, AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE DEFAILLANT

Conformément à l'article 36 du CCAG/FCS, en cas d'impossibilité pour le titulaire de répondre temporairement aux clauses du marché, cette interruption portant préjudice au bon fonctionnement, les responsables des commandes pourront s'approvisionner auprès d'un autre fournisseur.

Conformément à l'article 36 du CCAG/FCS, le pouvoir adjudicateur peut faire procéder par un tiers à l'exécution aux frais et risques du titulaire s'applique également en cas de résiliation au tort du titulaire sous réserve de sa mention expresse dans la décision de résiliation par le pouvoir adjudicateur.

La différence de coût qui en résultera sera à la charge du titulaire défaillant. La diminution des dépenses ne lui profite pas.



## VIII. RESILIATION DU MARCHÉ

En application du chapitre 7 du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services, le marché sera résilié aux torts du titulaire en cas d'inexactitude des renseignements prévus à l'article 44 et à l'article 46 ou en cas de refus de produire les pièces prévues aux articles D.8222-5, D.8222-7 et D.8222-8 du Code du Travail conformément au 1° du I de l'article 46. Toutes les autres dispositions du chapitre 7 du CCAG/FCS s'appliquent sans aucune autre disposition particulière.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

## IX. ASSURANCES

Conformément à l'article 9 du CCAG/FCS, le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers.

## X. DIFFÉRENDS ET LITIGES

### A. DIFFERENDS

Préalablement à tout recours contentieux, le comité consultatif interrégional de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics de Paris pourra être saisi, soit par le pouvoir adjudicateur, soit par le titulaire, dans les conditions fixées à l'article R2197-1 de la commande publique.

### B. LITIGES

Le Tribunal administratif de Paris est seul compétent pour connaître des litiges qui pourraient survenir lors de l'exécution du présent marché.

## XI. DÉROGATIONS AU CCAG/FCS

Les dispositions prévues au présent CCAP l'emportent, le cas échéant, sur celles mentionnées au CCAG-FCS, en particulier :

Objet de la dérogation	Article du CCAP	Article du CCAG-FCS
Documents Contractuels	II.	Art. 4
Opérations de vérification et réception	V.B.	Art. 22 et 23
Pénalités	VI.	Art. 14